

Unité départementale de Rouen-Dieppe
1 rue Dufay
76100 Rouen

Rouen, le 30/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 19/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COLLET SAS

RD 982
BP 54 - ST WANDRILLE RANCON
76490 Rives-En-Seine

Références : UDRD.2026.01.R.17
Code AIOT : 0005805710

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/01/2026 dans l'établissement COLLET SAS implanté RD 982 BP 54 - ST WANDRILLE RANCON 76490 Rives-en-Seine. L'inspection a été annoncée le 11/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du lundi 19 janvier 2026 a été programmée dans le cadre de l'action régionale 2026 - NATECH et a porté principalement sur le risque inondation en lien avec le changement climatique.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COLLET SAS
- RD 982 BP 54 - ST WANDRILLE RANCON 76490 Rives-en-Seine

- Code AIOT : 0005805710
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Collet exploite une activité de mélange de solvants, bitumes, huile, de stockage de ces produits et de conditionnement de matières bitumineuses.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- AR - 13
- NATECH
- Plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---|--|--|-----------------------|
| 2 | 2/ NATECH | Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 4.3.8 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 7 mois |
| 3 | 3/ NATECH | Code de l'environnement du 05/03/2025, article L181-25 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 5 mois |
| 4 | Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours | Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 4.8.9 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|-----------------------------|--|-------------------|
| 1 | 1/ SITUATION ADMINISTRATIVE | Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 25.V | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection relève que l'exploitant a complété son analyse du risque inondation, sa procédure « prévention et actions en cas d'inondation » ainsi que son POI. Toutefois des demandes de compléments sur cette étude du risque et sur la réponse à la situation d'urgence inondation sont de nouveau attendues par l'inspection.

En dehors des points de contrôle programmés à l'occasion de cette visite, l'inspection a constaté la présence d'un défaut orange actif sur la centrale incendie située à l'accueil du site pour lequel une

demande de mise en conformité est également attendue de l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : 1/ SITUATION ADMINISTRATIVE

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 25.V |
| Thème(s) : Situation administrative, CLASSEMENT ICPE |
| Prescription contrôlée : tableau |
| Constats : L'inspection a souhaité faire le point avec l'exploitant sur les éventuelles évolutions de classement de son installation au regard du présent point de contrôle. Par sondage et au regard du rapport de visite du 02 juin 2022, l'inspection a demandé l'état des stocks à date du méthanol pour lequel l'installation est « non classée » au regard de la rubrique 4722 mais autorisée à détenir un volume allant jusqu'à 5 tonnes (soit 6 IBC) au regard du présent point de contrôle. Selon l'état des stocks présenté par l'exploitant lors de la visite, l'état des stocks à date du méthanol est de 5 tonnes. L'exploitant a fait part durant la visite d'un besoin de pouvoir détenir jusqu'à 20 tonnes de méthanol en IBC dans son installation, ce qui représenterait un total de 24 IBC. Un porter à connaissance a été transmis par l'exploitant par courriel du 22 janvier 2026. <u>Demande n°1 :</u> L'inspection note que la demande d'augmentation à 20 tonnes reste sous le seuil de la déclaration pour la rubrique 4722. En revanche, l'AM du 24 sept 2020 s'applique à tous les stockages de LI en récipient mobile quelque soit la quantité de récipients mobiles. Ainsi, l'inspection ne peut finaliser l'instruction de cette demande sans une évaluation globale de la conformité à cet AM incluant la demande d'augmentation de capacité de méthanol. La quantité autorisée reste donc à 5 tonnes dans l'attente de ce complément et de son instruction |
| Type de suites proposées : Sans suite |

N° 2 : 2/ NATECH

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 4.3.8 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Risque d'inondation |
| Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour anticiper d'éventuelles crues. Une procédure est rédigée à cet effet précisant notamment le mode de suivi des hauteurs d'eau préoccupantes ainsi que des actions à réaliser. |

Constats :

récolement Demande N°1 : procédure de suivi des hauteurs d'eau préoccupantes :

L'exploitant a transmis par courriel du 13 juin 2025, une procédure actualisée (version B) datée au 13 juin 2025.

Lors de la visite, l'exploitant a indiqué avoir de nouveau mis à jour sa procédure (version C du 08 octobre 2025) suite à la mise à jour de son analyse de risques inondation (addendum à l'étude de dangers). Cette nouvelle version C a été transmise à l'inspection par courriel du 22 janvier 2026.

L'exploitant n'a pas su justifier auprès de l'inspection de la formalisation des conduites à tenir à l'issue de l'atteinte du seuil de fin d'alerte inondation. Plus précisément, les actions associées au contrôle puis au redémarrage des installations n'a pas été formalisé.

Concernant la fiche n°11 du POI (version du 30 mai 2025), l'inspection a pu relever lors de la visite que le seuil d'alerte et de déclenchement du POI en lien avec un événement NATECH Inondation n'est pas prédéfini. L'exploitant a su préciser lors de la visite que le seuil d'alerte est défini dans la procédure prévention et actions en cas d'inondation (version C du 08 octobre 2025).

Demande n°2 : l'exploitant mettra à jour avant le 15 septembre 2026 sa procédure inondation et son POI :

- En précisant les conduites à tenir à l'issue du déclenchement du seuil de fin d'alerte (qu'il déterminera par ailleurs), les modalités de contrôle d'intégrité (notamment les MMR et barrières de sécurité) et les conditions de redémarrage de son installation (vérifications, contrôles, etc.) ;
- En faisant référence à minima, à sa procédure « prévention et actions en cas d'inondation » dans la fiche n°11 de son POI, afin notamment :
 - d'y intégrer les conduites à tenir en phase de pré-alerte lors du suivi d'un événement de type « tempête - inondation » ;
 - de relier les conditions de déclenchement du POI définies dans la procédure susmentionnée (atteinte du seuil d'alerte) au POI ;
- En intégrant la prise en compte du changement climatique à échéance 100 ans (surélévation marines de +60cm et +1m) dans l'élaboration du POI et de la stratégie en cas de gestion de crise.

Commentaire n°2 : il serait judicieux que l'exploitant crée le cas échéant, un plan de continuité / de reprise d'activité suite à un événement de type « tempête - inondation ».

Commentaire n°3 : au regard notamment du retour d'expérience, l'exploitant est invité à considérer un événement pouvant durer plusieurs jours dans la réponse qu'il convient d'apporter dans la documentation face à ce type d'évènement (procédure inondation, POI, plan de continuité d'activité).

Sur le terrain, l'inspection a pu constater l'existence de l'Unité Mobile de Lutte contre l'Épandage (UMLE) décrite en annexe de la procédure inondation susmentionnée. Par sondage, l'inspection a constaté la présence d'une caisse identifiant la présence de 4 obturateurs, ainsi qu'une boîte de rangement indiquant la présence de 40 buvards absorbants. A l'ouverture de cette boîte de rangement, celle-ci était vide. Selon l'exploitant, les buvards étaient présents dans un carton situé dans cette même unité. Par courriel du 22 janvier 2026, l'exploitant a justifié du rangement des buvards dans la boîte de rangement susmentionnée. La présence d'une pompe d'épuisement thermique a également été constatée dans l'ULME, celle-ci a été testée selon l'exploitant lors du précédent exercice qui s'est tenu la semaine précédant la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 7 mois

N° 3 : 3/ NATECH

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 05/03/2025, article L181-25

Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation et effet de vague

Prescription contrôlée :

Le demandeur fournit une étude de dangers qui précise les risques auxquels l'installation peut exposer, directement ou indirectement, les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 en cas d'accident, que la cause soit interne ou externe à l'installation.

Le contenu de l'étude de dangers doit être en relation avec l'importance des risques engendrés par l'installation.

En tant que de besoin, cette étude donne lieu à une analyse de risques qui prend en compte la probabilité d'occurrence, la cinétique et la gravité des accidents potentiels selon une méthodologie qu'elle explicite.

Elle définit et justifie les mesures propres à réduire la probabilité et les effets de ces accidents.

Constats :

Récolement de la demande n°2 du précédent rapport de visite : mise à jour de l'analyse de risques inondation

L'exploitant a transmis par courriel du 29 octobre 2025 son étude du risque inondation actualisée.

L'inspection porte les informations et constats suivants auprès de l'exploitant :

1°) l'étude du sur-aléa qui serait créé par une rupture de la digue (« effet de vague ») tant que la murette n'est pas rendue transparente, n'est plus attendue par l'inspection des installations classées car le système d'endiguement RDM7 est réputé neutralisé,

2°) l'inspection relève que contrairement à la première version de son addendum où l'exploitant avait retenu dans son analyse le scénario inondation selon la crue de référence + 30cm, il utilise désormais dans cette version actualisée les modélisations T10, T20, T100 (sans rehausse du niveau marin). L'inspection souhaite réorienter l'exploitant à prendre en compte la crue de référence de janvier 1999 (9,31m), avec une rehausse du niveau marin +20cm (afin de tenir compte du changement climatique à court terme dans la détermination de l'aléa de référence) pour l'étude du risque inondation comme évènement initiateur dans l'étude de dangers, soit une hauteur d'eau correspondant à 9,51 m CMH.

3°) il convient de caractériser le risque inondation sans tenir compte :

- de la mesure de mitigation consistant à protéger temporairement le site contre l'inondation par blocs béton (mégabloc) proposée par le Syndicat Mixte de Gestion de la Seine Normande (SMGSN). Cette mesure n'étant pas effective à date, le risque inondation doit être réalisé à minima sans prendre en compte ce système de protection temporaire,
- du système d'endiguement RDM7 réputé neutralisé.

4°) il convient de prendre en compte les chocs par objets flottants sur la base des demandes de compléments susmentionnées. Sur ce sujet, l'inspection attendra également de ce prochain complément des précisions sur les objets flottants considérés et le cas échéant des justifications sur les résistances de structure considérées (grillage souple, rétentions, canalisations...)

Demande n°3: l'exploitant complétera avant fin juin 2026 son étude du risque inondation en fonction des éléments décrits au présent point de contrôle. L'exploitant conclura sur l'impact d'une inondation sur les différents scénarios majeurs de l'établissement et présentera une grille de criticité évaluant ces scénarios conformément à l'arrêté du 29 septembre 2005. Cette analyse prendra également en compte les chocs par objets flottants en tenant compte du 4°) du présent point de contrôle. L'exploitant transmettra à cette occasion un planning de mise en œuvre des éventuelles nouvelles mesures de réduction du risque identifiées dans cette étude en lien avec le risque inondation lié à une hauteur d'eau correspondant à 9,51 m CMH (tel qu'évoqué au 2°) du présent point de contrôle).

Sur la base du scénario T100 évalué par l'exploitant à une hauteur d'eau de 9,53m CMH dans le rapport du 30 septembre 2025, l'inspection a pu relever par sondage sur le terrain que :

- le bâtiment abritant le compresseur UH serait inondé, avec une hauteur d'eau atteinte dans ce bâtiment d'environ 1/2 mètre, l'analyse de risques susmentionnée précisant la nécessité de mettre en œuvre une mesure de protection pour protéger ce bâtiment du risque inondation ;
- le TGBT 3 serait inondé avec une hauteur d'eau atteinte dans ce bâtiment d'environ 60 centimètres, l'analyse de risques susmentionnée précisant également la nécessité de mettre en œuvre une mesure de protection pour protéger ce bâtiment du risque inondation ;
- la zone N qui stocke des fûts pleins au sol serait inondée avec une hauteur d'eau atteinte dans cette zone de 53cm, l'analyse de risques susmentionnée précisant la présence d'une

barrière écluse de 30cm, considérée insuffisante par l'inspection au regard de la hauteur d'eau atteinte sur ce scénario et pouvant en l'état actuel conduire au déplacement ou à la flottaison de fûts stockés dans ce bâtiment, voir potentiellement à leur renversement (pollution accidentelle).

Commentaire n°5 : considérant le scénario T100 décrit par l'exploitant dans l'analyse de risques de septembre 2025 (hauteur d'eau atteinte de 9,53m CMH), les situations décrites ci-dessus pour le bâtiment du compresseur UH, le TGBT3 et la zone de stockage N sont vulnérables vis-à-vis du risque inondation. La mise en œuvre de mesures de protection est notamment attendue de l'exploitant pour ces bâtiments en fonction des intérêts qu'elles visent à protéger, selon le planning de mise en œuvre spécifié dans la demande n°2 ci-dessus.

Commentaire n°6 : l'exploitant est également invité à tenir compte des récents événements incidents ou accidentels initiés par des tempêtes - inondations pour enrichir sa propre analyse de risques inondation et/ou sa réponse aux situations d'urgence. A titre d'exemple, la prise en compte du FLASH ARIA de Septembre 2025 « NaTech : quand le danger vient du naturel » constitue une source d'information utile qui lui a été rappelée le jour de la visite.

récolement demande n°3 vérification de la vanne de barrage :

L'exploitant a su justifier lors de la visite, via son registre de sécurité, de la vérification de sa vanne de barrage par commande manuelle (via la manivelle), par commande locale (depuis le servo moteur), ainsi que par commande à distance (depuis le coffret) sur une fréquence trimestrielle, tel qu'il s'y était engagé.

La demande est satisfaite.

Récolement de la demande n°4 : rehaussement de la rétention de la zone R

L'exploitant a demandé à l'inspection de reconsidérer sa demande n°4 par courriel du 23 octobre 2025. A ce stade l'inspection considère qu'il appartient à l'exploitant de satisfaire à la demande n°2 du présent point de contrôle afin de justifier que cette mesure de protection n'est pas nécessaire.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/06/2020, article 4.8.9

Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle et entretien

Prescription contrôlée :

L'ensemble des moyens prévus pour lutter contre un incendie sont régulièrement contrôlés et entretenus pour garantir leur fonctionnement en toutes circonstances. Ils sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant fixe les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Constats :

Le jour de la visite, la centrale incendie située à l'accueil affichait un voyant orange défaut actif.

Par courriel du 22 janvier 2026, l'exploitant a informé l'inspection d'un défaut sur 2 installations d'extinction automatiques sur les centrales.

Demande n°4 : l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires avant fin avril 2026 en vue de mettre en conformité ses centrales incendie, dont la centrale située à l'accueil identifiée en défaut le jour de la visite.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois